

tique, mais en ce que nous en faisons trop, mais en ce que nous ne faisons guère que cela, mais en ce que nous mettons pratiquement toute notre confiance et notre espérance dans les moyens politiques et dans les hommes politiques. C'est en cela d'abord que nous faisons fausse route.

"Dans nos grandes célébrations nationales où nous reprenons conscience de nos destinées, de notre mission, nous en proclamons encore le caractère religieux. Nous nous proclamons même, alors, — ce qui devrait être plus vrai — le peuple de Dieu, le peuple missionnaire de la foi catholique. Plus souvent, nous parlons de la solidarité, de la compénétration de nos intérêts et des intérêts de l'Eglise. Et cela aussi est vrai, et même devrait être encore plus vrai, à la condition que nous comprenions bien que c'est nous qui nous appuyons sur l'Eglise, plus que l'Eglise ne s'appuie sur nous; à la condition que nous unissions nos intérêts à ceux de l'Eglise, au lieu d'unir ceux de l'Eglise aux nôtres. Vous comprenez l'importance de cette distinction, qui n'a rien de subtil, et qui est à noter.

* * *

"D'après ces rapides considérations faites pour un homme à qui il n'est pas nécessaire de les démontrer davantage et à qui il suffit de les rappeler, il faut conclure que le problème canadien est un problème religieux autant au moins que politique. Nous devons d'autant moins l'oublier que nos adversaires le savent et s'en souviennent bien.

"Or, s'il en est ainsi, notre conduite nationale, si elle est juste et sage, profite à l'Eglise et aux intérêts de Dieu. Si elle est téméraire et injuste, elle nuit à l'Eglise et aux intérêts de Dieu. Nos bonnes actions et notre bonne conduite profitent à l'Eglise; nos fautes et nos imprudence peuvent tourner à son détriment.

"S'il en est ainsi, il faut compter sans doute sur le secours de l'Eglise qui de fait ne nous fera jamais défaut, mais il faut aussi laisser unies notre cause et celle de l'Eglise. Puisque l'Eglise est notre alliée nécessaire et pour ainsi dire naturelle, il faut dans notre conduite nationale tenir compte des intérêts de l'Eglise, de ses avis, de ses droits, de ses volontés. Il ne faut pas la traiter en alliée lorsque nous avons besoin d'elle, et ne plus nous en souvenir lorsque c'est elle qui a besoin de nous.

"C'est l'Eglise qui nous a sauvés dans la période la plus difficile et la plus périlleuse de notre histoire. Nous l'avons peut-être trop oublié et nous aurions grand tort de ne pas nous en souvenir, pour mépriser plus facilement ses avis et agir plus librement à notre tête. Il y a des jeunes gens de bonne famille, fort bien élevés, mais de mauvaise tête, qui se perdent dans les premiers enivrements de leur liberté, ou qui succombent fatalement dans les premières épreuves un

peu rudes de la vie. Redoutons, la présomption de ces jeunes téméraires et craignons de les imiter.

"Si le principal facteur du problème canadien-français est un facteur religieux, nous seulement comme il l'est pour tout peuple, mais pour la raison particulière que nous avons été et que nous sommes restés les colons du catholicisme, de l'Eglise, autant et même plus que les colons de la civilisation française; pour la raison que nous avons été élevés et protégés par l'Eglise plus encore que par notre première mère-patrie; pour la raison que nous sommes attaqués autant comme catholiques que comme canadiens-français, nous avons double et triple raison de ne pas séparer notre destinée de la destinée de l'Eglise, de ne pas rejeter ses directions et ses conseils, de ne pas la compromettre aux jeux de ses adversaires par nos témérités et nos coups de tête, de ne pas la rejeter de nos conseils.

"Toute une école, chez nous, s'est appliquée à séparer la religion de la politique ou plutôt la politique de la religion. Vous n'êtes pas de cette école et vous n'interdisez pas au prêtre de christianiser la politique, autant qu'il le peut, autant, si possible, qu'elle en a besoin, et ce n'est pas peu dire.

"Je sais que je marche ici sur les cendres encore brûlantes des passions politiques, que je touche à un problème qui a été rendu particulièrement difficile par des excès de zèle, aussi politique que religieux, c'est le moins que j'en puisse dire. Ces abus, qui ont versé leur influence dans tous les partis, étaient en contradiction avec la sagesse politique non moins qu'avec la discipline de l'Eglise. Celle-ci prescrit aux prêtres de ne s'engager sur ce terrain qu'au commandement et sous la direction des évêques, et la sagesse politique ne demande pas autre chose pour que l'action du clergé soit efficace, respectée, et ne puisse être accusée de partisanerie.

"Il faut avoir cette règle disciplinaire de l'Eglise présente à l'esprit, pour juger quelle est la bonne intervention du clergé sur le terrain de la politique, et quelle est l'intervention désordonnée, funeste aux intérêts catholiques aussi bien qu'aux intérêts patriotiques.

"Car il faut bien distinguer ici le domaine pratique du domaine théorique. En théorie la politique reste soumise aux lois de la morale et tout particulièrement de la justice; en théorie la politique et la religion, bien que distinctes, ne peuvent cependant pas être séparées, selon que le demande toute l'école du naturalisme et du libéralisme doctrinaire.

"De cette théorie absolument sûre, il ne faut pas cependant passer à la conclusion pratique que les prêtres doivent partout et en toute occasion se mêler activement à la politique, chacun d'après son jugement personnel et ses sympathies particulières, ce qui serait absolument désastreux. L'action salutaire et nécessaire de l'Eglise sur le terrain politique doit